



Lundi 14 avril 2025

Il est temps d'en finir avec les frontières et les patrons

Mardi 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Mardi 8 avril, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicain, les pays qui cherchaient à négocier ces taxes à la baisse : « Ils nous appellent, ils me lèchent le cul. » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine, où les droits allaient au contraire monter à 145 %.

La guerre des mafias qui gouvernent

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia, qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « C'est le bon moment pour acheter » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et ferait grimper le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et quelques autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pouvoir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois, et Amazon y perdrat une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernants qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent et de tous les peuples pauvres de la planète.

... sur notre dos

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqué par les restructurations, déplacements de lieux de production, que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés. Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustrialiser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté

du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français dont ils parlent.

Entre travailleurs, ni guerre ni frontières

Ceux des syndicats qui enchainent sur le même thème sous le prétexte de « lutter contre le dumping social », se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national, où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs, et où l'État nous protégerait des abus et les barrières douanières des concurrents. Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiteurs de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières.

Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

Retrouve tous nos éditos et articles en ligne sur notre site internet avec ce QR-Code



Jamais trop tard !

Certains d'entre nous ont peut-être le sentiment qu'avec l'annonce des attributions de lots tout est joué et qu'on ne peut plus rien faire. Mais il reste encore plusieurs attributions, et plusieurs mois avant que l'on soit effectivement dans des entreprises différentes. Tous les liens que nous arrivons à tisser aujourd'hui sont et seront utiles, pour imposer dès aujourd'hui nos revendications à l'ensemble du patronat du transport et demain pour que pas un seul travailleur, pas un seul dépôt, pas un seul lot, soit isolé alors que nos conditions de travail seront attaquées à la même sauce !

Il n'est jamais trop tard pour montrer notre force collective et les patrons eux le savent bien. Ils peuvent bien chercher à nous diviser, mais nos revendications elles sont unies !

Affaire à suivre

Le 10 avril, on était plusieurs centaines des bus en grève contre l'ouverture à la concurrence. À Flandre, les collègues ont massivement posé le sac, 6 lignes n'ont pas circulé ! On s'est retrouvé au rassemblement à Saint-Ouen devant le siège d>IDFM. C'était l'occasion pour des équipes de différents dépôts de se montrer ensemble et unies. Les patrons s'organisent pour la découpe du réseau et attaquer nos conditions de travail. Alors on a tout intérêt à établir dès aujourd'hui nos revendications communes, pour qu'aucune négociation ne se fasse isolée, l'avenir des uns nous concerne tous !

TM : ras le bol !

Sur plusieurs lignes des dépôts quai de Seine, les TM ne passent pas. La direction est bien contente de voir que pour l'instant, notre colère se concentre sur la régulation. Mais la source du problème, c'est bien la guerre aux kilomètres que nous mènent la RATP et IDFM quand ils construisent des TM intenables. Rien ne sert de courir, il faut lutter à poings... Levés !

Intéressement, interesting ?

Cette année encore, la boîte fait mine de nous offrir le cadeau du siècle. C'est sûr, quand on regarde nos collègues d'autres entreprises comme aux TCL à Lyon où la dernière prime d'intéressement avoisinait les 400 euros, la nôtre n'est pas négligeable.

Mais pour la multinationale qu'est le groupe RATP, l'argent ne manque pas dans les caisses du patronat. Ce qu'on veut, ce sont des augmentations de salaires, non soumises à objectif de productivité. Leurs profits, c'est le fruit de notre travail.

Les ACD (agent chimique dangereux), c'est assez !

Les expositions aux CMR (cancérogène mutagène reprotoxique) continuent et l'inspection du travail continue de faire le tour des ateliers. Car quand elle cherche, elle trouve. Les ateliers de Lebrun et saint Denis ont été mis en demeure pour réparer les installations hors service. C'est encore un mois de trop où la santé des mainteneurs et des machinistes passe à la trappe. Un collectif de 75 plaignants contre la RATP entend bien dénoncer ces conditions de travail le 29 avril à 12h devant le conseil des prud'hommes au métro Louis Blanc, où l'affaire est portée.

Solidarité avec Anthony !

Anthony, militant SUD-Rail à Paris Nord, a été convoqué à un entretien disciplinaire par la direction et risque une sanction. Son tort ? Avoir défendu et accompagné une collègue intérimaire, victime de harcèlement sexiste et sexuel par un autre salarié. La direction, elle, avait brillé par son inaction en la matière et s'attaque justement à Anthony car elle cherche à se dédouaner de toute responsabilité dans cette affaire. Nous étions près de 400 personnes au rassemblement pour le soutenir la semaine dernière : on ne lâchera pas Anthony !

Ich bin ein streikender Berliner

Après cinq épisodes de grève et de manifestations depuis janvier, les traminots berlinois de la BVG ont fait plier la direction : l'accord sur une augmentation de salaire de 380€, bien qu'effective en juin seulement et étalée sur deux ans, fait bien plaisir ! C'est bien la colère, la mobilisation et la solidarité des collègues, rejoints par les salariés d'entreprises d'entretien de l'espace public, qui ont fait que l'entreprise, redoutant une grève plus longue et plus large, a dû céder. Un exemple de lutte et de détermination pour nous tous !

Netanyahu contesté jusque dans l'armée

Alors que les manifestations antigouvernementales continuent en Israël, Netanyahu a annoncé l'exclusion de 1000 réservistes de l'armée de l'air. Ceux-ci avaient osé signer une tribune demandant le retour des otages « même au prix d'un changement immédiat dans la guerre ». Mais cette mesure répressive ne suffit pas à faire taire la contestation qui monte dans le pays, y compris au sein de l'armée. Le lendemain, 250 réservistes des services de renseignement ont à leur tour signé une tribune déclarant que « la guerre sert avant tout des intérêts personnels et politiques et non des intérêts de sécurité ». Espérons que cette contestation s'étende encore et cherche clairement la voie de la solidarité avec le peuple palestinien.